

Sommaire

AVANT-PROPOS	5
PRÉSENTATION DES AUTEURS	7
PARTIE 1	
INTÉGRATION POLITIQUE, VIE POLITIQUE DES NATIONS ET ÉCHELLE SUPRANATIONALE	9
Un « retour des nations » ? Le contexte électoral de 2017	11
<i>Bruno Cautrès</i>	
La vie politique des citoyens dans l'Union européenne et le biais universitaire en faveur de l'intégration européenne	23
<i>Jean-Claude Barbier</i>	
La nation comme cadre privilégié d'organisation des protections sociales. Anciennes et nouvelles asymétries dans le contexte de la globalisation	55
<i>Olivier Giraud</i>	
Le plurilinguisme européen après le Brexit : quels effets sur la participation démocratique et la mobilité des citoyens européens ?	75
<i>Till Burckhardt et Michele Gazzola</i>	
PARTIE 2	
LE DROIT, LA SOLIDARITÉ ET L'ÉCONOMIE DE L'UNION	105
L'Europe sociale : désordre des sources et confusion des pouvoirs	107
<i>Étienne Pataut</i>	
La double crise de la solidarité : le projet européen au prisme du droit d'asile	131
<i>Annalisa Lendaro</i>	
Immigration et État-providence dans le référendum britannique sur la sortie de l'Union européenne	149
<i>Pauline Schnapper</i>	
Pour une croissance soutenable en Europe : analyse des déséquilibres européens et réflexion sur une stratégie européenne pour les atténuer	163
<i>Christophe Blot, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Raul Sampognaro, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot</i>	
Peut-il y avoir un État-providence européen ?	183
<i>Dominique Schnapper</i>	
Conclusion : la crise politique de l'Union européenne et les communautés politiques	195
<i>Jean-Claude Barbier</i>	
Références bibliographiques	217

Avant-propos

Aurore Lambert

Les années 2017 et 2018 ont été marquées en Europe par un certain nombre d'événements, tant institutionnels qu'électoraux avec notamment des scrutins en France, en Italie, en Allemagne et en Autriche et leurs répercussions, le cas échéant, sur la politique de l'Union. Parmi ceux qui ont entraîné des mouvements de fond, nous pouvons en particulier noter les deux référendums organisés l'un au Royaume-Uni et l'autre en Catalogne. Dans les deux cas, des populations ont manifesté leur souhait de sortir de l'Union. Leur méfiance à l'égard de l'échelle supranationale de la politique est particulièrement analysée dans cet ouvrage par Bruno Cautrès.

Avec Jean-Claude Barbier, qui travaille depuis longtemps sur la comparaison des systèmes de protection sociale, nous avons pensé qu'il s'agissait d'un moment opportun pour analyser en détail cette tendance profonde, bien que récente : l'idée que la construction européenne pourrait avoir une fin. Jusqu'à présent, il allait de soi que le processus d'intégration n'avait pas de retour, qu'il était tourné uniquement vers le futur. On est bien loin d'une désagrégation de l'Union, mais, comme il le montre dans sa contribution, l'idée d'une interruption, de crises, est désormais également partagée par les universitaires. Cette réaction est brutale après la naissance d'une communauté qui devait contribuer à accroître les droits de ses ressortissants et après la promotion du « *cosmopolitanism*¹ » depuis la fin des années 1990 (au sens de la supériorité d'une pensée supranationale). La réaction prend racine notamment dans la méfiance des citoyens à l'égard de l'Union et de leurs doutes concernant la protection que pourrait leur apporter la communauté. En ce sens, schématiquement, la montée en puissance des nationalismes pourrait être associée à un affaiblissement de l'Union européenne. Pour ce qui concerne la protection sociale, spécifiquement, comme le montre ici la contribution d'Olivier Giraud, ces systèmes se sont largement bâtis à l'échelle nationale. C'est donc de ce niveau que les citoyens attendent un soutien et un secours en cas de difficulté. C'est à ce niveau national aussi qu'ils ont le sentiment d'exercer un rôle politique : l'Union européenne est au contraire perçue comme une instance lointaine, technocratique, à laquelle adhèrent les élites mais non les peuples. Ceux-ci tentés par

1 Jean-Claude Barbier analyse ici dans son article l'ouvrage d'Ulrich Beck et Eduard Grande, *Das kosmopolitische Europa* (2004) intitulé en français *Pour un empire européen* (2007).

-

le « populisme », voire le « chauvinisme », sont à leur tour stigmatisés par les dirigeants supranationaux.

Nous avons vu ce « retour des nations » poindre d'abord dans le dossier que la *Revue française des affaires sociales* a consacré à la crise de la zone euro et l'Europe sociale dans son numéro de juillet-septembre 2015² puis au cours de la journée d'étude « Quel avenir pour l'Europe sociale dans le contexte du retour des nations ? » que nous avons organisée l'année suivante au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers)³. Nous y avons invité le haut fonctionnaire suédois Allan Larsson, chargé par le président Juncker d'une mission pour donner forme au « pilier européen des droits sociaux ». Allan Larsson fit au CNAM un plaidoyer vibrant pour plus d'intégration européenne, mais en soulignant à l'endroit des groupes dirigeants des États membres qu'il n'était pas question de complaisance pour juger de la désaffection des citoyens. Il a repris la même argumentation à Bruxelles en janvier 2017, puis à Göteborg lors du sommet social de l'Union en novembre. Pour cet ouvrage, nous avons proposé à des chercheurs issus de différentes disciplines d'analyser la situation actuelle à son aune.

Till Burckhardt et Michele Gazzola ont tout d'abord examiné la situation linguistique des citoyens européens, confrontés à une tension entre la nécessité de maîtriser l'anglais s'ils veulent répondre aux enjeux communautaires et leur vie quotidienne, dans laquelle ils ont essentiellement recours à leur langue nationale. Étienne Pataut, pour sa part, traite sous l'angle juridique la construction d'une Europe sociale – sa difficile cohabitation avec le principe de libre concurrence et son renouveau à travers le Socle européen des droits sociaux. Dans leur contribution, les économistes Christophe Blot, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Raul Sampognaro, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot proposent justement un volet de cinq réformes (dont une relative aux politiques sociales) afin de répondre aux faiblesses conjoncturelles, structurelles et institutionnelles de la zone euro et partant, de l'Union européenne. S'attachant à des questions précises et préoccupantes du point de vue du droit international, Annalisa Lendaro interroge le projet européen à partir de la vague migratoire et de la « crise de la solidarité » que l'on observe dans la quasi-totalité des pays. Pauline Schnapper nous propose une analyse détaillée du Brexit. L'ouvrage se clôt sur une réflexion de Dominique Schnapper sur la possibilité d'un État-providence européen.

Les lecteurs et lectrices pourront prendre connaissance des références dans une bibliographie unique. Nous leur souhaitons une bonne lecture.

2 Coordonné par Jean-Claude Barbier et Arnaud Lechevalier, il est en ligne sur Cairn : <https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2015-3.htm>.

3 Le programme est en ligne : <https://f-origin.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/465/files/2016/11/Quel-avenir-pour-l-Europe-sociale-dans-le-contexte-du-retour-des-nations.pdf>.

Partie 1

**INTÉGRATION
POLITIQUE,
VIE POLITIQUE
DES NATIONS
ET ÉCHELLE
SUPRANATIONALE**

Un « retour des nations » ? Le contexte électoral de 2017

Bruno Cautrès

Les logiques de l'intégration économique européenne ont été fortement soumises aux tensions de la crise économique depuis le début de la « Grande récession » de 2007-2008. Une décennie plus tard, sous l'effet d'un double mouvement (le développement de politiques de réduction drastique des dépenses publiques et de lutte contre les dettes publiques souveraines; la panne relative de l'intégration européenne pour répondre aux craintes des Européens vis-à-vis de ces politiques), les tensions liées aux conséquences sociales de cette crise ont trouvé dans plusieurs pays européens des manifestations politiques que l'on peut qualifier de « retour au niveau national ». Non seulement les forces politiques qui contestent l'intégration européenne ont gagné les élections européennes de 2014 dans plusieurs pays (dont la France), mais encore ont-elles réalisé d'importants progrès aux élections nationales. Le Brexit a constitué une manifestation spectaculaire de ces tensions et si la spécificité du contexte britannique joue bien entendu en partie, cet événement représente néanmoins le symptôme d'un malaise démocratique plus général. Ce malaise concerne ce qui constitue l'une des pierres d'achoppement de la construction européenne : la tension presque inéluctable entre les logiques d'intégration transnationale et le pilier moderne du développement de l'État-nation protecteur, à savoir les systèmes sociaux et plus généralement ce qu'on appelle le « *welfare* ».

On ne peut livrer un tableau exhaustif détaillant pays après pays de quelle manière cette problématique s'est déclinée en autant de situations nationales que de modèles de l'État-nation et de l'État-providence en Europe. On peut néanmoins tracer un certain nombre de perspectives générales en ce qui concerne les logiques à l'œuvre et les conséquences politiques de ces tensions. Au-delà du seul cas de l'intégration européenne, celles-ci doivent être mises en perspective avec la « grande transformation » que constitue l'intégration économique mondiale ou « globalisation ». Les logiques politiques dont nous allons rendre compte trouvent en effet leur source fondamentale dans cette immense « révolution silencieuse » : celle de l'interdépendance généralisée entre les systèmes économiques et sociaux, pas seulement verticalement entre les pays européens et l'UE mais aussi horizontalement entre l'UE et les autres formes d'intégration régionale.